



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 6 décembre 2022**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	44

**2022 - 210      DEROGATION AU REPOS DOMINICAL**  
**AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 28 novembre 2022, s'est réuni le mardi 6 décembre 2022 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :  
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Karine GIGODOT, Serge PERCHERON, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Myriam LAZREUG, Patrick ISNARD.

PART EN COURS DE SEANCE :

Monsieur Pascal PELLEGRINO  
(Prend part aux délibérations N°180 à N°196)  
Monsieur Nicolas DOYEN  
(Prend part aux délibérations N°180 à N°204)  
Monsieur Cyril DAUPHOUD  
(Prend part aux délibérations N°180 à N°213)  
Madame Mélanie ZARRILLO  
(Prend part aux délibérations N°180 à N°215)  
Madame Stéphanie MANDREA  
(Prend part aux délibérations N°180 à N°204)

ABSENTS EXCUSES :

Madame Laurence COSTE  
Monsieur Franck BARBEY  
Madame Magali CONESA  
Madame Alexane ISNARD

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Jean Paul CAMERANO

ABSENT SANS PROCURATION :

PROCURATION :

Madame Laurence COSTE à Monsieur le Maire  
Monsieur Franck BARBEY à Madame Valérie COPIN  
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE  
Madame Alexane ISNARD à Monsieur Patrick ISNARD  
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Madame Nicole NUTINI  
Monsieur Nicolas DOYEN à Monsieur François ROUSTAN  
Monsieur Cyril DAUPHOUD à Madame Annie DUVAL  
Madame Mélanie ZARRILLO à Madame Annie OGGERO-MAIRE  
Madame Stéphanie MANDREA à Madame Aline BOURDAIRE

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 8 novembre 2022.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

**2022 - 195      REGULARISATION CHEMIN DES CASTORS  
ACQUISITION A L'EURO SYMBOLIQUE AU PROFIT DE LA COMMUNE  
D'UNE PARTIE DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION CI N° 469**

DU 6 DECEMBRE 2022

**DEROGATION AU REPOS DOMINICAL  
AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Depuis 2016, dans le cadre de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015, le Maire est autorisé à supprimer le repos dominical jusqu'à 12 dimanches par an, après avis du Conseil municipal. Pour l'année 2023, la présente délibération propose 12 dimanches dérogatoires et sollicite l'avis du Conseil municipal.

**INCIDENCE BUDGETAIRE**

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT T.T.C.
COMMERCE	/	/

Madame Marie-Madeleine GUALLINO expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu notamment les articles L 3132-26 et R 3132-21 du code du travail,

Vu la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,

Vu la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels,

Considérant que l'article L.3132-26 du Code du travail, tel que modifié par la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 confère au maire le pouvoir de supprimer le repos dominical des salariés dans la limite maximale de douze dimanches et ce, au bénéfice de chaque catégorie de commerce de détail.

Considérant qu'il s'agit pour le maire d'autoriser l'emploi de salariés pendant un à douze dimanches déterminés et non pas d'autoriser l'ouverture proprement dite d'établissements commerciaux le dimanche.

Considérant que la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 dite loi « Macron » a introduit l'obligation pour le maire d'arrêter la liste des dimanches avant le 31 décembre pour l'année suivante. La désignation des dimanches de l'année 2023 sur lesquels portera la dérogation municipale doit intervenir avant le 31 décembre 2022 après consultation du Conseil municipal, après avis conforme de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, soit la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse et doit avoir procédé au recueil de l'avis des organisations professionnelles et des organisations syndicales concernées.

Considérant que la dérogation municipale ne peut être accordée qu'à des établissements commerciaux où des marchandises sont vendues au détail au public. Sont donc exclus tous les établissements qui n'exercent pas à titre principal un commerce de détail.

Considérant par ailleurs que la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 dispose que seuls les salariés volontaires, ayant donné leur accord par écrit à leur employeur, peuvent travailler le dimanche sur autorisation du maire (articles L.3132-27-1 et L.3132-25-4) ; que par ailleurs, depuis le 8 août 2015, le salarié peut refuser de travailler le dimanche et, dans ce cas, ne peut faire l'objet d'une mesure discriminatoire dans le cadre de l'exécution de son contrat de travail. De même, le refus de travailler le dimanche pour un salarié ne constitue pas une faute ou un motif de licenciement. Une entreprise ne peut davantage prendre en considération le refus d'une personne de travailler le dimanche pour refuser de l'embaucher.

Considérant que depuis l'intervention de la loi n°2009-974 du 10 août 2009, le salarié employé le dimanche sur autorisation du maire, doit bénéficier d'une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement prévue pour une durée du travail équivalente. L'arrêté municipal mentionnera en principe cette contrepartie financière obligatoire au travail dominical, étant entendu qu'une majoration de salaire ou une gratification plus avantageuse pour le salarié peut être prévue par une convention ou accord collectif, par un usage ou encore par une décision unilatérale de l'employeur, voire même par le contrat de travail.

Considérant que le salarié dont le repos dominical a été supprimé dans le cadre d'une dérogation municipale a droit à un repos compensateur équivalent en temps. L'arrêté, s'il accorde l'autorisation demandée, doit nécessairement préciser les modalités d'octroi dudit repos compensateur. Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédant un jour férié légal (la veille), le repos compensateur sera obligatoirement donné ce jour de fête.

Considérant que l'autorité municipale doit, en effet, obligatoirement choisir une de ces modalités et l'imposer aux employeurs bénéficiaires de la dérogation. Le maire est donc tenu de fixer les conditions dans lesquelles le repos compensateur est accordé : soit collectivement, soit par roulement, de façon anticipée ou non, et ce, dans la quinzaine qui précède ou, selon le cas, qui suit le dimanche travaillé. Dans le souci d'assurer l'égalité des conditions entre établissements concurrents, il ne peut laisser à chacun le choix entre les différentes modalités offertes.

Considérant qu'il est rappelé ici que le repos compensateur constitue un repos supplémentaire venant, par conséquent, s'ajouter au jour de repos hebdomadaire légalement dû. Que dès lors, si le dimanche travaillé est bien évidemment rémunéré et donne lieu, qui plus est, à une majoration de salaire au moins égale à la valeur de la rémunération normalement prévue pour une durée du travail équivalente (*c'est-à-dire une majoration de 100 % au minimum*), le repos compensateur, qui résulte de la suppression du repos dominical, est lui aussi payé.

Considérant que par l'effet de la mensualisation du salaire, le salarié recevra pour le mois où un dimanche est travaillé sur dérogation du maire, son salaire mensuel habituel - qui inclut le paiement du repos compensateur - auquel s'ajoutent la majoration obligatoire pour le travail dominical (*qui, au moins, double le salaire dû pour la journée du dimanche*) et, le cas échéant, la majoration des heures supplémentaires éventuellement accomplies en raison du travail du dimanche.

Considérant que les 12 dimanches proposés pour l'année 2023 sont les suivants :

EQUIPEMENT DE LA PERSONNE : dimanche 15 janvier 2023 ; les deux 1<sup>ers</sup> dimanches des soldes d'été (*à ce jour le dimanche 9 juillet 2023 et le dimanche 16 juillet 2023*), dimanche 23 juillet 2023 ; dimanche 30 juillet 2023 ; dimanche 27 août 2023 ; dimanche 3 septembre 2023 ; dimanche 26 novembre 2023 ; dimanche 3 décembre 2023 ; dimanche 10 décembre 2023 ; dimanche 17 décembre 2023 ; dimanche 24 décembre 2023

EQUIPEMENT DE LA MAISON : dimanche 15 janvier 2023 ; les deux 1<sup>ers</sup> dimanches des soldes d'été (*à ce jour le dimanche 9 juillet 2023 et le dimanche 16 juillet 2023*) ; dimanche 5 novembre 2023 ; dimanche 12 novembre 2023 ; dimanche 19 novembre 2023 ; dimanche 26 novembre 2023 ; dimanche 3 décembre 2023 ; dimanche 10 décembre 2023 ; dimanche 17 décembre 2023 ; dimanche 24 décembre 2023 ; dimanche 31 décembre 2023

JOUETS ET ENFANTS : dimanche 15 janvier 2023 ; le 1<sup>er</sup> dimanche des soldes d'été (*à ce jour le dimanche 9 juillet 2023*) ; dimanche 23 juillet 2023 ; dimanche 30 juillet 2023 ; dimanche 6 août 2023 ; dimanche 13 août 2023 ; dimanche 26 novembre 2023 ; dimanche 3 décembre 2023 ; dimanche 10 décembre 2023 ; dimanche 17 décembre 2023 ; dimanche 24 décembre 2023 ; dimanche 31 décembre 2023.



ANIMALERIE : dimanche 15 janvier 2023 ; dimanche 22 janvier 2023 ; dimanche 2 juillet 2023 ; le 1<sup>er</sup> dimanche des soldes d'été (à ce jour le dimanche 9 juillet 2023) ; dimanche 27 août 2023 ; dimanche 3 septembre 2023 ; dimanche 19 novembre 2023 ; dimanche 26 novembre 2023 ; dimanche 3 décembre 2023 ; dimanche 10 décembre 2023 ; dimanche 17 décembre 2023 ; dimanche 24 décembre 2023.

MAGASINS POPULAIRES : dimanche 15 janvier 2023 ; dimanche 22 janvier 2023 ; dimanche 21 mai 2023 ; les 2 dimanches précédents et les deux 1ers dimanches des soldes d'été (à ce jour les dates sont : dimanche 25 juin 2023, dimanche 2 juillet 2023 ; dimanche 9 juillet 2023 ; dimanche 16 juillet 2023) ; dimanche 26 novembre 2023 ; dimanche 10 décembre 2023 ; dimanche 17 décembre 2023 ; dimanche 24 décembre 2023 ; dimanche 31 décembre 2023.

La commission Optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 15 novembre 2022,

Je vous demande de bien vouloir :

- **DONNER UN AVIS FAVORABLE** à la suppression du repos dominical pour les 12 dimanches 2023 suivants :

EQUIPEMENT DE LA PERSONNE : dimanche 15 janvier 2023 ; les deux 1<sup>ers</sup> dimanches des soldes d'été (à ce jour le dimanche 9 juillet 2023 et le dimanche 16 juillet 2023) ; dimanche 23 juillet 2023 ; dimanche 30 juillet 2023 ; dimanche 27 août 2023 ; dimanche 3 septembre 2023 ; dimanche 26 novembre 2023 ; dimanche 3 décembre 2023 ; dimanche 10 décembre 2023 ; dimanche 17 décembre 2023 ; dimanche 24 décembre 2023

EQUIPEMENT DE LA MAISON : dimanche 15 janvier 2023 ; les deux 1<sup>ers</sup> dimanches des soldes d'été (à ce jour le dimanche 9 juillet 2023 et le dimanche 16 juillet 2023) ; dimanche 5 novembre 2023 ; dimanche 12 novembre 2023 ; dimanche 19 novembre 2023 ; dimanche 26 novembre 2023 ; dimanche 3 décembre 2023 ; dimanche 10 décembre 2023 ; dimanche 17 décembre 2023 ; dimanche 24 décembre 2023 ; dimanche 31 décembre 2023

JOUETS ET ENFANTS : dimanche 15 janvier 2023 ; le 1<sup>er</sup> dimanche des soldes d'été (à ce jour le dimanche 9 juillet 2023) ; dimanche 23 juillet 2023 ; dimanche 30 juillet 2023 ; dimanche 6 août 2023 ; dimanche 13 août 2023 ; dimanche 26 novembre 2023 ; dimanche 3 décembre 2023 ; dimanche 10 décembre 2023 ; dimanche 17 décembre 2023 ; dimanche 24 décembre 2023 ; dimanche 31 décembre 2023.

ANIMALERIE : dimanche 15 janvier 2023 ; dimanche 22 janvier 2023 ; dimanche 2 juillet 2023 ; le 1<sup>er</sup> dimanche des soldes d'été (à ce jour le dimanche 9 juillet 2023) ; dimanche 27 août 2023 ; dimanche 3 septembre 2023 ; dimanche 19 novembre 2023 ; dimanche 26 novembre 2023 ; dimanche 3 décembre 2023 ; dimanche 10 décembre 2023 ; dimanche 17 décembre 2023 ; dimanche 24 décembre 2023.

MAGASINS POPULAIRES : dimanche 15 janvier 2023 ; dimanche 22 janvier 2023 ; dimanche 21 mai 2023 ; les 2 dimanches précédents et les deux 1ers dimanches des soldes d'été (à ce jour les dates sont : dimanche 25 juin 2023, dimanche 2 juillet 2023 ; dimanche 9 juillet 2023 ; dimanche 16 juillet 2023) ; dimanche 26 novembre 2023 ; dimanche 10 décembre 2023 ; dimanche 17 décembre 2023 ; dimanche 24 décembre 2023 ; dimanche 31 décembre 2023.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **7 DEC. 2022**

suivant les signatures

POUR EXTRAIR LA SCIENCE

Le Maire



La Secrétaire de séance  
Valérie COPIN, Première Adjointe

[Signature]



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le

**- 7 DEC. 2022**